

ÉCONOMIE MONDIALE

Convergence, interdépendance et divergence

Sur le long terme, la croissance des marchés émergents et des économies en développement est moins dépendante de celle des économies avancées, mais sur le court terme elles suivent des parcours semblables

Kemal Derviş

L EST COURANT de penser que nous vivons dans un monde intégré. Mais, au regard de l'histoire récente, que peut-on vraiment dire de la nature de cette intégration? Trois tendances fondamentales semblent être aujourd'hui à l'œuvre dans l'économie mondiale.





Trois tendances fondamentales

La première est une nouvelle **convergence**. Dans son discours de Prix Nobel en 1979, Sir Arthur Lewis, le regretté économiste du développement disait : «Depuis cent ans, le taux de croissance de la production dans les pays en développement dépend du taux de croissance du monde développé. Lorsque la croissance est rapide dans les pays développés, elle l'est aussi dans les pays en développement; quand les pays développés ralentissent, les pays en développement en font autant. Ce lien est-il inévitable?»

Il ressort de données récentes que ce lien semble persister, mais qu'il est désormais important de distinguer tendances à long terme et mouvements conjoncturels. Depuis les années 90, le rythme de croissance du revenu par habitant dans les économies émergentes et en développement s'est accéléré de manière durable au point de dépasser largement celui des économies avancées. Cela représente un changement structurel majeur dans la dynamique de l'économie mondiale.

L'**interdépendance conjoncturelle** est une deuxième caractéristique fondamentale de l'économie mondiale. Bien que les taux de croissance *tendancielle* à long terme des économies émergentes et en développement se soient dissociés, ou «découplés», de ceux des économies avancées ces vingt dernières années, les mouvements *conjoncturels* de part et d'autre de la tendance n'ont pas décroché pour autant.

Nouvelle convergence et interdépendance renforcée coïncident avec une troisième tendance, concernant, quant à elle, la répartition des revenus. Dans de nombreux pays, celle-ci est devenue plus inégale, et la part des très hauts revenus a considérablement augmenté. Aux États-Unis, la part du centième le plus riche a triplé sur les trente dernières années, jusqu'à atteindre aujourd'hui environ 20 % du revenu total (Alvaredo *et al.*, 2012). Alors même que la nouvelle convergence évoquée ci-dessus a réduit l'écart entre les économies avancées et les économies en développement, prises dans leur ensemble, il y a encore des millions de personnes, dans certains des pays les plus pauvres, dont les revenus stagnent

pratiquement depuis plus d'un siècle (voir «Plus ou moins», *F&D*, septembre 2011). La conjonction de ces deux éléments a produit une **divergence** encore plus marquée entre les plus riches et les plus pauvres, et ce en dépit de la large convergence des revenus moyens.

Nouvelle convergence

L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle ère de convergence vers 1990, quand les revenus moyens par habitant dans les marchés émergents et les économies en développement, pris dans leur ensemble, ont commencé à croître plus rapidement que dans les économies avancées. La division marquée entre pays riches et pays pauvres, caractéristique du monde issu de la révolution industrielle de la première moitié du XIX^e siècle, s'estompe aujourd'hui. Se pose alors une question cruciale : cette nouvelle convergence est-elle appelée à se poursuivre et à mener à une restructuration fondamentale de l'économie mondiale dans la prochaine décennie?

La révolution industrielle et le colonialisme ont été sources de grandes divergences (Maddison, 2007). Entre le début du XIX^e siècle et le milieu du XX^e, le rapport entre les revenus moyens par habitant du «Nord», plus riche, plus industriel, et du «Sud», moins développé, est passé de 3 ou 4 à 20 ou plus (Milanovic, 2012). Cette divergence s'est ralentie après la Seconde Guerre mondiale, avec la fin du colonialisme, mais l'écart entre les revenus est resté, en moyenne, stable entre 1950 et 1990.

Depuis deux décennies, cependant, le revenu par habitant a connu dans les pays émergents et en développement une croissance à peu près trois fois plus rapide que dans les pays avancés, malgré la crise asiatique de 1997-98. La croissance des marchés émergents s'est accélérée dans les années 90, et celle des pays moins développés, à la fin du XX^e siècle (graphique 1).

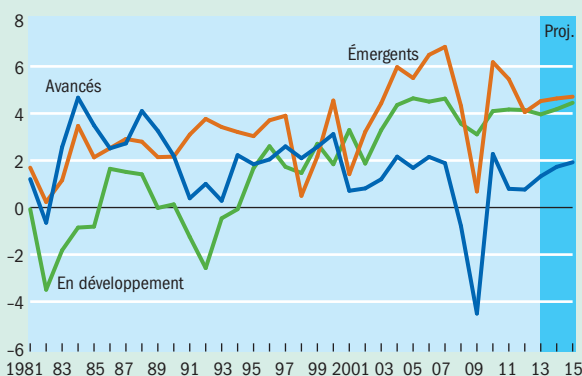
Le graphique 2 donne les taux de croissance tendancielle sous-jacents, calculés à partir d'une technique statistique, le filtre Hodrick-Prescott, permettant de dissocier le mouvement cyclique de la tendance à plus long terme. Le découplage du taux

Graphique 1

Croissance et cycles conjoncturels

Les pays avancés, émergents et en développement ont connu une vive croissance, mais aussi de fortes fluctuations conjoncturelles, ces trois dernières décennies.

(taux de croissance du PIB par habitant, en pourcentage)



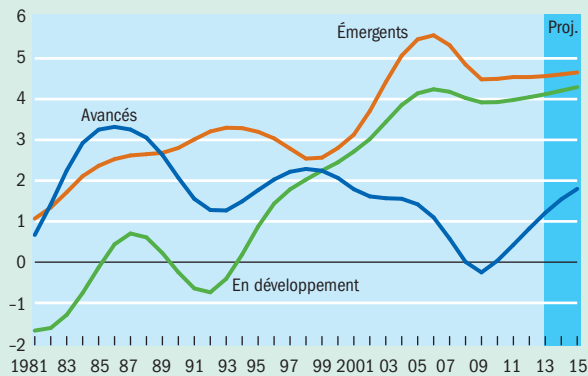
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2012.

Graphique 2

Différence durable

Les pays émergents et en développement connaissent une croissance à long terme beaucoup plus rapide que les pays avancés, notamment depuis le début du siècle.

(taux de croissance tendancielle par habitant, en pourcentage)



Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, avril 2012.

de croissance tendancielle des marchés émergents à partir des années 90, et celui des pays en développement au cours des dix dernières années, est très frappant.

Trois phénomènes expliquent en grande partie cette nouvelle convergence.

Premièrement, la *mondialisation*, par des relations commerciales plus denses et une multiplication des investissements directs étrangers, a facilité une croissance de rattrapage, les nouveaux venus important et adoptant savoir-faire et technologie. La technologie est bien plus simple à adapter qu'à inventer.

Deuxièmement, la *transition démographique* dans la plupart des pays émergents et en développement, liée au ralentissement de la croissance démographique, a stimulé une plus grande intensité capitalistique et une croissance par habitant plus rapide. Beaucoup de ces pays ont en outre connu un âge d'or quand les taux d'activité ont atteint leur sommet. Dans les économies avancées, et particulièrement en Europe et au Japon, par contre, la proportion des personnes âgées a fortement augmenté.

La *part plus élevée du revenu investi* dans les pays émergents et en développement est une troisième explication importante de la convergence (27 % du PIB, contre 20,5 % dans les économies avancées, ces dix dernières années). Outre qu'il favorise la productivité du travail, en mettant à disposition plus de capital technique, l'investissement peut aussi augmenter la productivité totale des facteurs — la productivité cumulée du capital et du travail — en incorporant de nouvelles connaissances et de nouvelles techniques de production, et faciliter la transition de secteurs à faible productivité, comme l'agriculture, vers des secteurs à forte productivité comme l'industrie, accélérant ainsi la croissance de rattrapage. Ce troisième facteur prend toute sa signification en Asie, et notamment en Chine. Les taux de croissance tendancielle en Asie ont augmenté plus tôt et beaucoup plus nettement que dans les autres économies émergentes.

Cette convergence se maintiendra-t-elle? Les prévisions sont toujours risquées, et certains des facteurs de la convergence de

ces vingt dernières années pourraient bientôt perdre de leur force. Une bonne partie de la croissance de rattrapage dans l'industrie de transformation a déjà eu lieu, et le potentiel de réaffectation du travail des secteurs à faible productivité vers ceux à haute productivité s'est en partie épuisé. Dans certains pays, la rapide croissance du secteur industriel n'a même pas réussi à générer beaucoup d'emplois, d'où le maintien d'une proportion plus grande du travail dans des activités à faible productivité (Rodrik, 2011).

Mais la convergence dont nous parlons est la convergence globale du monde émergent et en développement, à la différence d'une analyse où les très petits pays auraient la même pondération que la Chine, l'Inde ou l'Indonésie. Globalement, pour les dix ou quinze prochaines années au moins, il reste un considérable potentiel de croissance de rattrapage. La réaffectation du travail des secteurs à faible productivité vers ceux à haute productivité pourrait ralentir, mais sa redistribution des entreprises à faible productivité vers les entreprises à haute productivité, même dans des sous-secteurs bien définis, se poursuivra vraisemblablement à un rythme soutenu. Les services, l'énergie et les infrastructures pourraient présenter beaucoup de potentiel pour l'adaptation de nouvelles technologies. Et, à l'exception notable de la Chine, la démographie jouera en faveur des économies émergentes et en développement, à la différence des «vieux» pays riches, pendant au moins dix ans encore. Enfin, les très hauts taux d'endettement accumulés par la plupart des économies avancées nuiront à leur politique macroéconomique et ralentiront l'investissement.

Le maintien de cette convergence, quoique sans doute plus lente, transformera en profondeur l'économie mondiale. D'ici 2025–30, le revenu par habitant de nombreux pays émergents se rapprochera beaucoup de celui des pays avancés, en raison des différentiels de croissance et de la probable appréciation réelle de leur monnaie. L'économie de la Chine deviendra sans aucun doute la plus importante au monde, et celles du Brésil ou de l'Inde dépasseront celles du Royaume-Uni ou de la France.

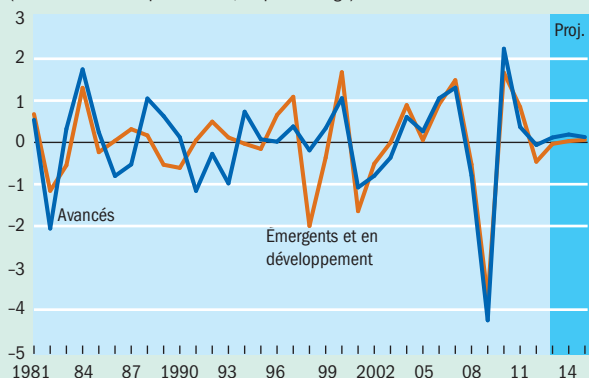
La division plutôt tranchée du monde entre pays «avancés» et «pauvres», née de la révolution industrielle, cédera le pas à une économie mondiale plus nuancée et multipolaire.

Graphique 3

Interdépendance cyclique

Malgré le découplage des tendances de croissance à long terme, il persiste un solide lien conjoncturel entre pays avancés et pays en développement.

(taux de croissance par habitant, en pourcentage)



Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, avril 2012.

Interdépendance cyclique

Il y a quelque temps, notamment au début de la crise financière, fin 2007–début 2008, il semblait que les marchés émergents, et l'Asie en particulier, allaient connaître une croissance rapide, indépendamment de la conjoncture aux États-Unis ou en Europe. Survient la panique de fin 2008, après la chute de Lehman Brothers, et le ralentissement marqué au niveau mondial, y compris en Chine, fait alors craindre que la crise, partie de Wall Street, ne provoque l'effondrement de la croissance dans les marchés émergents et les économies en développement.

Il y eut en effet un ralentissement mondial en 2009, avec une croissance par habitant dans les pays émergents et en développement ramenée au-dessous de 1 %, et un déclin de près de 4 % dans les économies avancées. Les premiers s'en sortirent vite avec un taux de croissance de 6 % en 2010, contre 2,3 % pour les économies avancées. La résilience du premier groupe face à la crise fait reparler de sorts divergents.

Le graphique 2 montre la divergence des *tendances* des taux de croissance des deux groupes : le PIB par habitant du premier

a augmenté deux à trois fois plus vite que celui des économies avancées, et continuera très probablement sur cette voie. Il ressort du graphique 3 que ces divergences n'apparaissent pas dans les cycles conjoncturels. Plus particulièrement depuis la crise asiatique de 1997-98, il y a bien une interdépendance cyclique, qui est plutôt allée en se renforçant. (Kose et Prasad, 2010; FMI, 2010). L'interdépendance est aussi devenue plus complexe, avec des connexions plus fortes *entre* les économies en développement. Les phases d'expansion ou de contraction chez les gros importateurs de matières premières comme la Chine ont un impact immédiat sur les exportations de matières premières de nombreux pays en développement.

L'économie mondiale reste une économie d'interdépendance, où les cycles économiques s'étendent au-delà des frontières. Les pays émergents et en développement ont une croissance beaucoup



D'ici 2025-30, le revenu par habitant de nombreux pays émergents se rapprochera beaucoup de celui des pays avancés, en raison des différentiels de croissance et de la probable appréciation réelle de leur monnaie.

plus rapide que les pays avancés, notamment grâce aux conditions de l'offre, telles que l'accumulation du capital à long terme, le rattrapage technologique et les facteurs démographiques. Mais les mouvements cycliques de part et d'autre des tendances, plus dépendants des conditions de la demande à court terme, ont de fortes chances d'être liés. Les ralentissements récents de la croissance mondiale au début de 2012, dus beaucoup plus à des problèmes de gestion macroéconomique et financière qu'aux conditions de l'offre à long terme, sont une claire manifestation de cette interdépendance mondiale.

Il semble y avoir trois principaux vecteurs d'interdépendance cyclique.

Le premier est le commerce. Avec l'augmentation de la part des échanges dans l'économie mondiale, les variations de la demande d'un pays induites par l'évolution macroéconomique d'un autre pays sont vraisemblablement appelées à s'intensifier. L'effet d'une récession dans un pays, par exemple, se propagera au-delà des frontières en contractant la demande d'exportations d'autres pays. En théorie, si les échanges poussent à une production plus spécialisée, les chocs sectoriels spécifiques devraient réduire l'interdépendance cyclique. Mais, en pratique, les effets macroéconomiques liés à la demande sont beaucoup plus sensibles.

Le deuxième vecteur est celui des marchés financiers de plus en plus mondialisés, lourds et complexes. Un nouveau rapport du FMI mesure les «effets de contagion», à savoir l'impact des politiques d'un pays sur un autre, en raison des considérables échanges commerciaux et liens financiers dans l'économie contemporaine, et renseigne sur l'importance du vecteur financier. Prenant l'exemple de la zone euro, le rapport conclut que les «effets directs de contagion (liés au commerce) dus aux tensions dans les pays de la zone euro dotés d'un programme sont gérables, mais, si ces tensions en arrivaient à mettre en doute la bonne santé des banques de la zone euro, les effets de contagion sur le

reste du monde seraient considérables, et dans certains cas ils le seraient autant que lors de l'après-Lehman» (FMI, 2011). Le rapport signale aussi qu'en présence de fortes tensions financières, comme l'éclatement d'une bulle du prix des actifs ou un excès de levier financier bancaire, la corrélation avec le rendement des obligations à long terme est plus forte, ce qui laisse penser que la force de ce vecteur financier dépend de la situation générale des marchés financiers mondiaux. Par ailleurs, les changements dans la courbe de taux d'intérêt, produit des similitudes des politiques monétaires et des conditions des marchés financiers, peuvent également influencer les comouvements des cycles économiques par le biais de la rentabilité des établissements financiers et des conditions de crédit (Claessens, Kose et Terrones, 2011).

Enfin, un troisième vecteur d'interdépendance semble jouer, sans doute très proche du deuxième, quoique moins tangible,

sous forme d'une propagation mondiale de la confiance, ou de l'instinct grégaire, qui influence fortement les marchés financiers et les décisions en matière d'investissement. Les informations sur la crise américaine des subprimes semblent avoir directement touché les écarts des swaps sur défaut dans les marchés émergents simplement par une propagation d'«humeur» (Dooley et Hutchinson, 2009).

Pour toutes ces raisons, le découplage des tendances de croissance à long terme et le maintien des corrélations des mouvements cycliques coexistent, les facteurs mondiaux et régionaux achevant de tisser la toile de l'interdépendance de l'économie mondiale.

Divergence dans la répartition des revenus

Outre la vaste convergence des revenus par habitant et l'interdépendance cyclique des activités économiques par-delà les frontières, une troisième tendance fondamentale se dessine : des inégalités accrues au sein de chaque pays et un fossé grandissant entre les citoyens les plus riches et les plus pauvres du monde semblent creuser les divergences entre hauts et bas revenus. Le revenu s'est concentré tout en haut de l'échelle dans de nombreux pays. S'ajoute à cette évolution nationale de la répartition des revenus un blocage de la croissance du revenu par habitant pour tout un groupe de pays très pauvres, incapables de s'inscrire dans la large convergence décrite ci-dessus.

Incontestablement, la convergence résultant de la rapide croissance de rattrapage qui touche une grande majorité dans les pays émergents ou en développement est à l'origine de l'expansion rapide d'une classe moyenne mondiale. Cependant, une multitude de facteurs, dont la nature des progrès technologiques, la prime accrue aux compétences, l'énorme expansion du marché mondial — certains marchés fonctionnant selon le principe du «gagnant rafle tout» —, la mobilité des capitaux à la différence

de l'immobilité relative du travail, en particulier non qualifié, ou la perte d'influence des syndicats, ont contribué à une plus forte concentration des revenus tout en haut de l'échelle sociale dans la majorité des plus grands pays, qu'ils soient avancés, émergents ou en développement.

Par ailleurs, dans certains pays très pauvres, beaucoup souffrant de conflits ou des effets d'un État dysfonctionnel, des centaines de millions de personnes ont des revenus qui n'ont pratiquement pas augmenté en termes réels depuis 200 ans (Milanovic, 2012). À cet égard, il existe donc une profonde nouvelle divergence dans l'économie mondiale, dont les dimensions sont à la fois nationales et internationales. L'écart entre les deux extrémités de la distribution des revenus dans le monde s'est dans l'ensemble creusé.

Dans de nombreux pays, cette énorme divergence entre le centième le plus riche et le reste est une réalité nouvelle. La part croissante de ce 1 % est incontestable aux États-Unis et dans certains pays anglo-saxons et, à un degré moindre, en Chine et en Inde. Mais rien dans les données disponibles ne permet d'affirmer que cette hyperconcentration de la richesse aux sommets soit un phénomène véritablement mondial. La «World Top Income Database» (Alvaredo *et al.*, 2012) montre que, jusqu'en 2007 tout au moins, l'Europe continentale et le Japon n'avaient pas connu ce redéploiement des revenus vers le haut. Mais, puisque les causes de cette concentration sont essentiellement mondiales et ne peuvent être que partiellement contrecarrées par les politiques nationales, il est très probable que cette hyperconcentration ne fera que s'accroître. La rémunération des cadres supérieurs, par exemple en Allemagne ou aux Pays-Bas, a déjà fortement augmenté ces dix dernières années (Fabbri et Marin, 2012). La crise de la zone euro et les politiques d'austérité qu'elle inspire conduiront probablement vers de plus grandes inégalités en Europe, les contraintes budgétaires restreignant les dépenses sociales, tandis que la mobilité des capitaux et des travailleurs très qualifiés rend difficile toute augmentation de la pression fiscale sur les plus riches.

Cette nouvelle divergence dans la répartition des revenus n'implique pas nécessairement de plus grandes inégalités nationales sur tous les plans. Elle représente cependant une concentration des revenus et, par le biais des revenus, potentiellement du poids politique du haut de l'échelle, qui pourrait entraîner à son tour une concentration encore plus poussée des revenus. Les facteurs technologiques, fiscaux, financiers et politiques à l'origine de cette dynamique sont toujours à l'œuvre.

Coopération pour une économie mondiale plus intégrée

L'avenir de l'économie mondiale dépendra largement de l'interaction entre plusieurs tendances : la montée en puissance de grands pays émergents et en développement, l'interdépendance croissante entre les pays, et l'écart grandissant entre les deux extrémités de l'échelle des revenus, au plan national et international. Ces tendances ont des répercussions politiques, sociales et géostratégiques qui seront au cœur des grands débats.

En premier lieu, l'importance croissante des pays émergents et en développement doit se refléter dans la gouvernance des institutions internationales; il en va de leur légitimité et de leur efficacité. L'interdépendance mondiale appelle à une plus

grande coopération dans un cadre institutionnel qui tienne compte du poids grandissant des économies émergentes et en développement. Ensuite, le cycle économique mondial décrit ci-dessus et les effets de contagion, analysés récemment par le FMI, appellent une politique macroéconomique coordonnée. Enfin, les tendances de répartition des revenus, dont les effets pourraient être déstabilisateurs, requièrent aussi une démarche concertée à l'échelle internationale, faute de quoi les politiques nationales de redistribution seront difficiles à exécuter. Jusqu'à un certain point au moins, les assiettes fiscales et les taux d'imposition devraient être harmonisés, les risques d'évasion fiscale maîtrisés, et les politiques migratoires gérées en tenant compte de l'intérêt et du pays d'accueil et du pays d'origine. L'aide aux pays les plus pauvres demeure un impératif éthique autant que politique.

Le monde de demain sera encore plus multipolaire et interdépendant, et les marchés mondiaux renfermeront un potentiel de progrès économique rapide. Ce potentiel sera-t-il exploité? Cela pourrait dépendre pour beaucoup de la coopération internationale et de sa capacité à accroître l'efficacité des politiques macroéconomiques nationales, en tenant compte de leurs effets de contagion, et à promouvoir équilibre et équité dans la répartition des fruits de la croissance. ■

Kemal Derviş est Vice-président et Directeur de Global Economy and Development au sein de la Brookings Institution.

Bibliographie :

Alvaredo, Facundo, Tony Atkinson, Thomas Piketty, and Emmanuel Saez. "The World Top Incomes Database," accessed June 1, 2012. <http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>.

Claessens, Stijn, M. Ayhan Kose, and Marco Terrones, 2011, "How Do Business and Financial Cycles Interact?" IMF Working Paper 11/88 (Washington: International Monetary Fund).

Dooley, Michael, and Michael Hutchinson, 2009, "Transmission of the U.S. Subprime Crisis to Emerging Markets: Evidence on the Decoupling-Recoupling Hypothesis," paper prepared for the JIMF/Warwick Conference, April 6.

Fabbri, Francesca, and Dalia Marin, 2012, "What Explains the Rise in CEO Pay in Germany?" CESifo Working Paper Series No. 3757 (Munich: CESifo Group).

Fonds monétaire international (FMI), 2010, Perspectives de l'économie mondiale (Washington, octobre).

—, 2011, "Consolidated Spillover Report: Implications from the Analysis of the Systemic-5" (Washington).

Kose, M. Ayhan, and Eswar S. Prasad, 2010, Emerging Markets: Resilience and Growth amid Global Turmoil (Washington: Brookings Institution Press).

Lewis, Arthur, 1979, "The Slowing Down of the Engine of Growth," Nobel Prize lecture, Stockholm, December 8. www.nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1979/lewis-lecture.html.

Maddison, Angus, 2007, Contours of the World Economy, 1-2030AD (Oxford, United Kingdom: Oxford University Press).

Milanovic, Branko, 2012, "Global Inequality: From Class to Location, from Proletarians to Migrants," *Global Policy*, Vol. 3, No. 2, p. 125-34.

Rodrik, Dani, 2011, "The Future of Economic Convergence," paper prepared for the 2011 Jackson Hole Symposium of the Federal Reserve Bank of Kansas City, August 25-27.